

Violences du 17 octobre : nous exprimons notre profonde inquiétude face aux attaques contre les institutions républicaines

À la suite des événements survenus le samedi 17 octobre 2026 dans plusieurs villes de France, **les élus de l'opposition municipale de Messimy font part de leur profonde inquiétude face aux violences et aux dégradations visant les institutions et les symboles de la République.**

Les actes commis, **notamment à l'encontre de la mairie de Limoges, suscitent une vive préoccupation.** Au-delà des dommages matériels, ces dégradations touchent des lieux qui incarnent la démocratie locale, la continuité du service public et les valeurs républicaines.

LE DROIT DE MANIFESTER NE SAURAIT JUSTIFIER LES VIOLENCES

La liberté de manifester et d'exprimer ses opinions constitue un droit fondamental de notre démocratie. Chaque citoyen doit pouvoir faire entendre ses revendications et ses désaccords librement, dans un cadre pacifique et respectueux des institutions.

Cependant, cette liberté ne saurait justifier les violences, les incendies ou les dégradations de biens publics et privés. **Les élus de l'opposition municipale condamnent fermement les actes des casseurs, notamment ceux ayant visé la mairie de Limoges.**

GARANTIR LES LIBERTÉS PUBLIQUES ET PROTÉGER LES INSTITUTIONS

Face à cette situation, **les élus de l'opposition municipale de Messimy appellent les préfets et les services de l'État à garantir pleinement le droit de manifester dans le calme et la sécurité,** tout en prenant les dispositions nécessaires pour prévenir et empêcher les agissements des casseurs.

La protection des citoyens, des manifestants pacifiques, des forces de l'ordre et des bâtiments publics doit demeurer une priorité, dans le respect des libertés fondamentales et des principes républicains.

La liberté de manifester et le maintien de l'ordre public ne doivent pas être opposés :
ils constituent deux exigences complémentaires de notre démocratie.

Au-delà des sensibilités et des divergences politiques, les institutions républicaines constituent un patrimoine commun qu'il appartient à chacun de respecter et de préserver.

Le débat démocratique doit rester un espace de confrontation des idées, jamais un prétexte à la violence

*Les élus de la liste municipale
Partageons Notre Avenir pour Messimy*